

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'enjeu du numérique pour l'Europe, les priorités de la construction européenne et sur le Brexit, à Berlin le 28 septembre 2016.

Comme l'a dit Angela, nous avons voulu, depuis 2014, avec l'Allemagne et la France, donner une priorité à l'agenda numérique. Nous sommes donc ici, à Berlin, pour la cinquième rencontre avec les entreprises qui forment l'ERT.

Nous avons voulu, au cours de ces rencontres, formaliser ce que pouvait être l'enjeu du numérique pour l'Europe. C'est un enjeu majeur sur le plan industriel et c'est un enjeu essentiel sur le plan de la dynamique européenne et c'est aussi un enjeu de société, parce que cela va changer un certain nombre de rapports entre les individus et les choix qu'ils ont à faire, notamment sur le plan personnel et même sur le plan économique.

Nous avons pu, grâce à ces rencontres, insister sur la nécessité du déploiement du très haut débit, sur l'enjeu aussi de la 5G. Nous avons voulu accompagner les entreprises du numérique pour qu'il y ait des investissements dans les start-up. Nous avons travaillé avec la Commission européenne. C'est ce qui a permis à la Commission européenne, grâce à cette collaboration, à cette coopération, à cette impulsion, de définir le 15 septembre une révision du cadre sectoriel pour les télécommunications.

Pour nous, c'est une étape très importante qui a été franchie, avec la présidence de la Commission européenne qui a voulu également que nous puissions, dans le cadre de la concurrence - mais en adaptant un certain nombre de mécanismes - constituer des leaders européens à l'échelle de l'Europe. Nous avons besoin de champions, nous avons besoin d'entreprises qui puissent se constituer à l'échelle européenne et donc à l'échelle mondiale, d'autant qu'il y a des concurrents qui sont extérieurs à l'Union européenne, qui viennent faire compétition. Nous devons être en capacité non seulement de riposter, mais d'être en avance. Je veux terminer sur les deux questions qui sont dans tous les esprits en ce moment. Comment relancer l'Europe à 27 et comment préparer la négociation avec le Royaume-Uni ?

Sur l'Europe à 27, nous avons à Bratislava donné non seulement un agenda, c'est-à-dire un calendrier, mais également un programme de travail avec des mesures qui seront très concrètes, dans les domaines que nous connaissons : c'est-à-dire la sécurité, la protection, mais également l'emploi, la jeunesse et justement la recherche, la connaissance et tout ce qui peut être la digitalisation de l'économie.

Avec le Royaume-Uni, nous attendons que le gouvernement britannique saisisse l'Union européenne et utilise l'article 50. Mais nous faisons en sorte de dire au Royaume-Uni que nous voulons travailler avec ce pays ami, mais avec des conditions qui doivent être clairement posées. Parce que s'il y a une ambiguïté sur ce que nous voulons faire ensemble, je crois que ce ne sera ni bon pour l'économie britannique, ni bon pour l'Union européenne. C'est l'esprit qui nous anime aussi ce soir.